

réflexions

par Achim Steiner, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE

Pour que la communauté internationale applique avec succès la feuille de route adoptée lors des négociations de Bali sur les changements climatiques en décembre, il faut trouver des moyens de mobiliser les milliards de dollars que représentent les marchés financiers et de capitaux dans le monde pour les investir dans l'écologisation de l'économie mondiale.

Une telle écologisation a déjà commencé, sous l'impulsion du Protocole de Kyoto, par la prévision de réductions encore plus importantes dans le cadre d'un nouveau régime climatique après 2012, ainsi que par la prise de conscience croissante que si les économies du XXI^e siècle doivent être compétitives, florissantes et créer une nouvelle génération d'emplois, elles devront être plus économes en ressources et moins dépendantes de ressources naturelles limitées. Le défi consiste dorénavant à accélérer et à intégrer ces débuts concrets et tangibles quoique balbutiants.

Le financement d'une transition vers une société à faible intensité de carbone tout comme la protection des économies contre les changements climatiques comptent parmi les principaux problèmes auxquels seront confrontés les délégués lors de la dixième session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUE à Monaco. Les ministres de l'environnement présents ainsi que leurs institutions ont été les premiers à encourager la mise au point d'outils économiques et politiques prospectifs, en nouant des partenariats avec des promoteurs dans le secteur des services financiers, avec l'industrie, avec d'autres organismes des Nations Unies, les syndicats, les scientifiques, la société civile et le législateur.

En préparation de la session extraordinaire et du Forum ministériel mondial sur l'environnement qui y est associé, j'ai demandé une analyse rapide de l'écologisation croissante de l'économie, y compris des travaux conjoints du PNUE. Elle donne une indication de la situation actuelle, voire des orientations à prendre pour la suite, et de la possibilité de relever des défis plus importants en matière de durabilité tels que les Objectifs du millénaire pour le développement et le sort de ceux qui constituent le milliard le plus pauvre du monde, selon les termes du Secrétaire général Ban Ki-moon.

Par exemple :

- 275 institutions financières, gérant 13 000 milliards d'actifs, participent aux Principes pour l'investissement responsable, lancés et préconisés par le PNUE et le Pacte mondial de l'ONU.
- Les transactions financières durables dans le secteur de l'énergie ont dépassé les 100 milliards de dollars en 2006, selon l'Initiative financière en faveur d'une énergie durable du PNUE et la New Economics Foundation.
- Près de 60 pays, y compris 13 en développement, se sont dotés d'objectifs en matière d'énergies renouvelables. Près de 80 disposent de mécanismes de marché, de tarifs de rachat et de normes relatives aux énergies renouvelables.
- Plus de 2,3 millions de personnes travaillent dorénavant dans le secteur des énergies renouvelables contre 2 millions dans celui du pétrole et du gaz.

Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. Cette revue est imprimée sur du papier 100 % recyclé, en utilisant des encres d'origine végétale et d'autres pratiques respectueuses de l'environnement. Notre politique de distribution a pour objectif de réduire l'empreinte carbone du PNUE.



- 100 000 personnes dans les zones rurales de l'Inde ont maintenant accès à l'énergie solaire depuis que le PNUE et les banques locales ont introduit un mécanisme de prêt abordable. Il est actuellement autofinancé.
- Grâce à l'échange des quotas d'émissions, mis en place essentiellement suite au Mécanisme d'échange de droits d'émissions de l'Union européenne, 362 millions de tonnes de CO₂ ont été échangées en 2005, pour une valeur d'environ 7 milliards d'euros.
- Le mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto a mobilisé près de 6 milliards d'investissements en 2006, soit à peu près autant que les fonds de l'aide publique au développement dans les mêmes domaines.

Le financement pour l'adaptation constitue un défi différent, à savoir mieux utiliser l'assistance traditionnelle au développement ainsi que les marchés. Les montants nécessaires doivent être mieux ciblés. Mais la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques prévoit que d'ici 2030, des investissements supplémentaires pourraient inclure : 14 milliards de dollars pour l'agriculture, la foresterie et les pêches; 11 milliards de dollars pour une nouvelle infrastructure d'approvisionnement en eau; et de 8 à 130 milliards de dollars pour l'infrastructure.

Les économies d'énergies sont particulièrement prometteuses. Si le rythme annuel d'amélioration de l'efficacité énergétique pouvait s'accroître de 2,5 % dans le monde par rapport à son niveau actuel, on pourrait maintenir les concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère en-dessous des seuils critiques pour le siècle présent. Comment et à quel coût? On pourrait même se demander si le coût ne serait pas nul compte tenu des économies potentielles considérables qui pourraient être réalisées sur les factures de combustibles et sur l'exploitation des ressources ainsi que des incidences économiques du changement climatique qui pourraient être évitées.

L'importance accordée au changement climatique en 2007, encouragée par la recherche scientifique, a été absolument stupéfiante. Les décideurs politiques doivent dorénavant trouver les solutions. Un grand nombre d'entre elles proviendront fondamentalement des marchés des changes et des centres bancaires ainsi que des salles de réunion des grandes entreprises mondiales, à condition que les gouvernements saisissent l'occasion, définissent les objectifs et élaborent les règles d'une économie à faible intensité de carbone.

Photo de couverture © HARALD SUND / Gallo Images / Getty Images. Le soleil se lève sur une ère nouvelle dans la lutte contre les changements climatiques. Les gouvernements, les sociétés commerciales et les organisations ont pris conscience du potentiel considérable des outils économiques pour financer la transition à une économie à faible intensité de carbone. Le PNUE joue un rôle d'avant-garde dans cet effort, en aidant à circonscrire les problèmes et à trouver des solutions.